



**Une audience, pratiquement expéditive, d'environ 20 minutes au tribunal militaire de Yaoundé a permis à la centaine de personnes poursuivies dans le cadre de la crise anglophone de recouvrer la liberté. Ces derniers ont aussitôt exprimé leur joie en chantant en honneur du président Paul Biya qui a décidé de l'arrêt des poursuites qui pesaient contre eux**

En revanche, les 14 deormais ex détenus de la prison centrale de New Bell à Douala ne sont pas soumis au même exercice. Approché par 237actu.com, Nji (nom d'emprunt) a confié avoir été injustement incarcéré, raison pour laquelle il ne dira pas « merci » au président de république. « J'avais été arrêté, brutalisé et jeté en prison, comment voulez-vous que je dise merci pour ça ? », lance-t-il de façon laconique, sans toute fois préciser l'objet de son incarcération

John, un autre bénéficiaire de la mesure présidentielle à qui nous tendons également notre micro, refuse premièrement de faire toute déclaration. Sur notre insistance, il entre visiblement dans une colère noir et déclare : « Je dois dire merci pour mes frères et sœurs assassinés ? »

C'est en effet depuis le vendredi 14 décembre 2018, que 289 personnes incarcérés dans le cadre de la crise dans les régions du Nord-Ouest et Sud-ouest sont libres, après la mesure présidentielle qui a annoncé la fin des poursuites judiciaires à leur encontre dans un

communiqué signé du Secrétaire général à présidence de la République (SGPR), Ferdinand Ngoh Ngoh

Pour Maximilienne Ngo Mbé, Directrice du Réseau des défenseurs des droits humains en Afrique centrale (Redhac), le geste du président ne suffit pas pour régler la crise qui secoue la région anglophone

« On pense qu'il y a au moins mille personnes qui croupissent dans les prisons. [Mais] nous sommes arrivés à un stade de la crise où on ne peut plus parler de dialogue, il faut discuter. Il faut au préalable, d'abord, que le chef de l'Etat mette en place un comité restreint où on va exclure tous les fonctionnaires qui ont été incompétents. Il fallait discuter aussi avec le groupe d'Ayuk [du nom du leader séparatiste], leur demander qu'est-ce qu'ils veulent, quel est le problème », réagit-elle